

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 JUIN 2018**

FN/VF

**OBJET : II.1 – Administration générale - Foncier – Commune de Lachapelle sous Aubenas –  
Agrandissement du réservoir – Approbation avant-projet – Acquisition par D.U.P.**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : II.1 – Administration générale - Foncier – Commune de Lachapelle sous Aubenas**  
**Agrandissement du réservoir – Approbation avant-projet – Acquisition par D.U.P.**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 22 mars 2017, le bureau syndical a approuvé le lancement de l'opération pour l'augmentation de la capacité du réservoir d'Arbeyre sur la commune de Lachapelle sous Aubenas, en autorisant le lancement de la maîtrise d'œuvre. Le bureau d'études CEREG a été choisi et a réalisé l'avant-projet.

Plusieurs scénarii ont été envisagés. L'agrandissement du réservoir sur le même site – avec création d'une cuve supplémentaire de 450 m<sup>3</sup> – apparaît comme l'hypothèse la plus pertinente et la plus cohérente. Il est proposé d'approuver l'avant-projet sur ces bases. Le coût prévisionnel s'élève à 450 000 € HT.

Le réservoir existant a été réalisé sur la parcelle A 1523 appartenant depuis les années 1970 à la commune de Lachapelle sous Aubenas. L'agrandissement de ce dernier nécessite une acquisition foncière d'environ 500 à 600 m<sup>2</sup> sur la parcelle A 1522. Les discussions ont été engagées avec les propriétaires dudit terrain mais n'ont pas abouti à ce jour. Une nouvelle négociation est en cours, avec une proposition financière de notre part de l'ordre de 5€/m<sup>2</sup>. Le SEBA attend la position des propriétaires qui ne semblent pas enclins à donner une suite favorable.

Si la procédure amiable ci-dessus mentionnée devait échouer, il est proposé au bureau syndical de demander à M. le Préfet de l'Ardèche l'engagement de la phase administrative de l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une partie de la parcelle A 1522 concernée par le projet. Celle-ci se décomposerait en deux phases :

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet
- Enquête parcellaire conjointe préalable à l'arrêté de cessibilité.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

APPROUVER l'avant-projet relatif à l'agrandissement du réservoir cité ci-dessus en continuité de l'existant ;

AUTORISER le Président à :

- Constituer le cas échéant le dossier et déposer auprès de M. le Préfet l'engagement de la phase administrative de l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une partie de la parcelle A 1522 concernée par le projet pour l'agrandissement d'un réservoir d'eau potable, en application des dispositions du code de l'expropriation (art L.110-1) et de l'environnement (art L123-2) ;
- Constituer le cas échéant le dossier et engager une enquête parcellaire conjointe préalable à l'arrêté de cessibilité ;
- Demander et prendre acte de la valeur qui sera communiquée par France Domaines ;
- Effectuer toutes les démarches nécessaires à leur mise en œuvre ;
- Signer tous les documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL